

La position biculturelle du Manitoba

L'hon. Duff Roblin, premier ministre du Manitoba, a fait parvenir au T. H. Lester Pearson, premier ministre du Canada, une courte lettre qui résume la position manitobaine au sujet d'un projet d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme au pays. Voici notre traduction de cette lettre.

31 mai 1963.
Mon cher Premier Ministre,

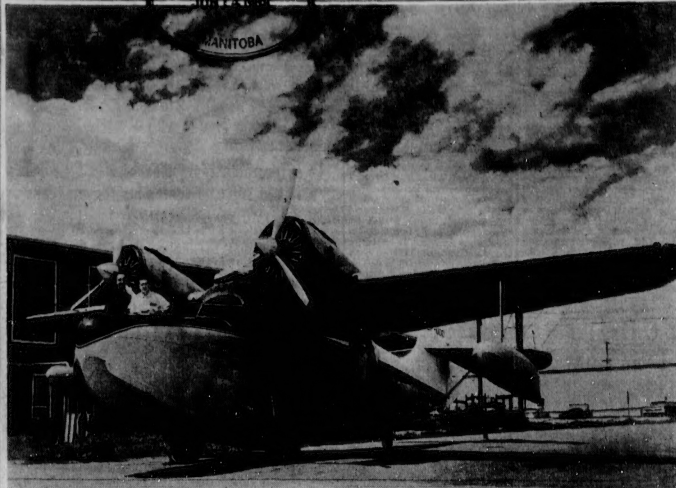
Avec mes collègues j'ai étudié soigneusement la proposition contenue dans votre lettre du 18 mai au sujet d'une enquête sur le bilinguisme et le bilinguisme au Canada par le truchement d'une Commission Royale.

Puis-je dire tout de suite que cette question demande l'attention pleine et sérieuse de notre population et donc que vous pouvez être assuré de l'entière coopération du gouvernement du Manitoba à l'enquête proposée. Vraiment je crois que cette province peut apporter une contribution unique dans la recherche d'une pensée commune sur l'unité nationale et le développement culturel, à cause de notre expérience dans l'intégration des apports de plusieurs cultures au fond culturel français-anglais du Manitoba.

En exprimant notre adhésion au but de la Commission Royale proposée je me sens obligé, toutefois, de soulever une question à savoir si le problème auquel le Canada doit faire face aujourd'hui peut être réglé dans ces limites. La question de base me semble dépasser les rapports purement culturels des Canadiens, et elle peut en toute vérité s'étendre jusqu'à la structure intergouvernementale de la nation, c'est-à-dire l'aspect fédéral. Il semblerait que ce point de vue a déjà été exposé à votre gouvernement au moins par quelques-uns de mes collègues Premiers Ministres, y compris ceux du Québec.

J'oserais espérer, dès lors, que le lancement de la Commission Royale ne retarderait pas une étude plus approfondie de cette question. Puis-je suggérer que cette étude serait mieux menée par des confrontations fédérales-provinciales directes, peut-être selon les plans de rencontre suggérés par votre prédécesseur dans ce lettre du 4 février des premiers ministres provinciaux. Le Manitoba serait certainement heureux de coopérer dans la recherche d'un fédéralisme coopératif, expansion, qui n'est ni notre propre politique de pleine coopération au bon fonctionnement de notre Confédération.

En ce qui concerne le troisième point des prescriptions suggérées dans la lettre, le gouvernement du Manitoba a déjà pris des mesures pour améliorer et étendre l'enseignement du français dans nos écoles publiques. (Suite à la quatrième page)



M. l'abbé Louis Bédard croit que les missionnaires doivent se servir à bon escient des moyens modernes de transport pour donner à leur apostolat un rendement plus efficace et aussi pour démontrer concrètement que l'Eglise est à la page et met le progrès moderne au service du message divin et des hommes auxquels ce message est destiné. C'est pourquoi il n'a pas hésité, il y a déjà plus de 2 ans, à sacrifier ses biens personnels ici au Manitoba pour acheter un premier avion mono-moteur qu'il pilota lui-même et qui rendait tant de services à l'équipe missionnaire de St-Joseph de l'Amazonas au Pérou. Cette année, ayant une seconde fois d'audace, il revint au Canada pour vendre son petit avion et pour "quêter" l'argent supplémentaire nécessaire à l'achat d'un deuxième avion plus puissant pour servir davantage la bas au Pérou. On peut lire en page douze une description de cet avion bimoteur, photographie ci-dessus à l'extrême internationale de Winnipeg. Dans la "preuve" de l'avion amphibie l'on voit M. l'abbé Bédard en compagnie de M. Bruce Harmer, de St-Boniface, pilote qui l'avait accompagné jusqu'au Pérou il y a deux ans, lors de son premier voyage. (Photo Nipelon)

(Voir rapport et photo en troisième page)

Nouvelle industrie minière en Saskatchewan grâce au capital français et allemand

REGINA — MM. Damien Giordani et Karl Schumacher, connus de France et d'Allemagne de l'Ouest, respectivement, sont venus de Winnipeg à Regina la semaine dernière pour assister au lancement du grand projet minier en Saskatchewan de l'Alwin Potash Ltd., compagnie sous contrôle d'intérêts miniers de France et d'Allemagne.

On remarquait aussi la présence des présidents de trois compagnies européennes de potasse, principales detritrices de parts de l'Alwin Potash: M. L. Blum-Picard de Paris, président des Mines Domaniennes de Potasse d'Alsace; J. Runt, de Kassel, Allemagne, président de la Winterhall A.G.; et C. Von Velsen, de Salzdorf (Hanovre), Allemagne.

M. Pearson est allé plus loin. Pour mettre les néo-démocrates — par exemple MM. Stanley Knowles et Colin Cameron — en garde contre la manie de copier les initiatives européennes sans tenir compte du contexte nord-américain, il a déclaré: "La constitution fédérale du Canada et notre type d'économie ne pourraient pas s'adapter à certaines méthodes employées en Europe."

Au Parlement — Sans Parti Pris

Conseil économique sans principes socialistes

par Jean-Marc Poliquin



(Spécial à "La Liberté et le Patriote")

Dans l'esprit de M. Pearson, le Conseil économique du Canada ne se résume pas de principes socialistes.

Le premier ministre a fourni cette précision en ouvrant le débat sur l'établissement du CED.

"Nous ne nous associons pas, dit-il, aux doctrines d'une économie planifiée dont la caractéristique serait une réglementation étendue et rigide des affaires et du travail qui comporterait, de la part du gouvernement, des riges, des contrôles, des contingents et des interdictions destinés à remplacer le fonctionnement normal de notre régime commercial."

M. Pearson a répondu implicitement aux objections de M. Diefenbaker qui a souvent accusé les libéraux de vouloir confier les rênes de notre pays aux "bureaux crânes du temps de guerre".

Il a reconnu que dans le second Grand Guerre, le Canada a connu cette forme d'économie planifiée, mais, dit-il, "ceux qui croient que le Canada doit être dirigé de la sorte en temps de paix reviennent tout simplement. Ils ne tiennent pas compte des réalités de notre situation."

M. Pearson a fait plaisir à tous les esprits modérés en affirmant la nécessité de recourir à la planification avec mesure et prudence. Il a ajouté: "Il ne faut pas se laisser au point de croire que tout ce qui porte le nom de planification doit, par le fait même, la crier, comme le progrès économique. Planifier n'est qu'un moyen d'en arriver à une fin."

Avec beaucoup d'honnêteté intellectuelle, il a d'ailleurs reconnu que, même si beaucoup de pays prospèrent donnent à fond dans la planification, "le pays d'Europe qui a peut-être connu la plus intéressante relance économique depuis les destructions et la période de bouleversement causées par le second Grand Guerre, la République fédérale d'Allemagne de l'Ouest, n'a fait qu'un minimum de

planification économique."

M. Pearson est allé plus loin. Pour mettre les néo-démocrates — par exemple MM. Stanley Knowles et Colin Cameron — en garde contre la manie de copier les initiatives européennes sans tenir compte du contexte nord-américain, il a déclaré: "La constitution fédérale du Canada et notre type d'économie ne pourraient pas s'adapter à certaines méthodes employées en Europe."

Planification, aux yeux du premier ministre, signifie essentiellement consultation entre le gouvernement, le patronat et le salarié, en vue de remplacer les forces du hasard par une direction donnée de propos délibéré.

En proposant le 7 juin la création d'un Conseil économique du Canada, M. Pearson tenait une autre de ses promesses électorales.

Dès le début de l'an dernier, le parti libéral a publié une brochure qui a connu une large diffusion jusqu'en mars 1963. On y lisait qu'il y avait pour le pouvoir, les libéraux chargés d'un conseil de déterminer, au moyen de contacts directs, les projets des industries de toutes les régions du Canada. S'engageaient ainsi à couler le son de mettre au point des données et des études afin d'orienter les gouvernements comme les entreprises privées.

Tel qu'il a été exposé par le premier ministre, le projet de création du Conseil économique donne une base rationnelle à de grands espoirs.

Jean-Marc Poliquin.

Salzdorf (Hanovre), Allemagne.

M. Pearson est allé plus loin. Pour mettre les néo-démocrates — par exemple MM. Stanley Knowles et Colin Cameron — en garde contre la manie de copier les initiatives européennes sans tenir compte du contexte nord-américain, il a déclaré: "La constitution fédérale du Canada et notre type d'économie ne pourraient pas s'adapter à certaines méthodes employées en Europe."

Planification, aux yeux du premier ministre, signifie essentiellement consultation entre le gouvernement, le patronat et le salarié, en vue de remplacer les forces du hasard par une direction donnée de propos délibéré.

En proposant le 7 juin la création d'un Conseil économique du Canada, M. Pearson tenait une autre de ses promesses électorales.

Dès le début de l'an dernier, le parti libéral a publié une brochure qui a connu une large diffusion jusqu'en mars 1963. On y lisait qu'il y avait pour le pouvoir, les libéraux chargés d'un conseil de déterminer, au moyen de contacts directs, les projets des industries de toutes les régions du Canada. S'engageaient ainsi à couler le son de mettre au point des données et des études afin d'orienter les gouvernements comme les entreprises privées.

Tel qu'il a été exposé par le premier ministre, le projet de création du Conseil économique donne une base rationnelle à de grands espoirs.

Jean-Marc Poliquin.

Salzdorf (Hanovre), Allemagne.

M. Pearson est allé plus loin. Pour mettre les néo-démocrates — par exemple MM. Stanley Knowles et Colin Cameron — en garde contre la manie de copier les initiatives européennes sans tenir compte du contexte nord-américain, il a déclaré: "La constitution fédérale du Canada et notre type d'économie ne pourraient pas s'adapter à certaines méthodes employées en Europe."

Planification, aux yeux du premier ministre, signifie essentiellement consultation entre le gouvernement, le patronat et le salarié, en vue de remplacer les forces du hasard par une direction donnée de propos délibéré.

En proposant le 7 juin la création d'un Conseil économique du Canada, M. Pearson tenait une autre de ses promesses électorales.

Dès le début de l'an dernier, le parti libéral a publié une brochure qui a connu une large diffusion jusqu'en mars 1963. On y lisait qu'il y avait pour le pouvoir, les libéraux chargés d'un conseil de déterminer, au moyen de contacts directs, les projets des industries de toutes les régions du Canada. S'engageaient ainsi à couler le son de mettre au point des données et des études afin d'orienter les gouvernements comme les entreprises privées.

Tel qu'il a été exposé par le premier ministre, le projet de création du Conseil économique donne une base rationnelle à de grands espoirs.

Jean-Marc Poliquin.

Les Canadiens ont trois fois plus de dettes en 1963 qu'en 1954

OTTAWA — Les Canadiens sont tenaces à la moins un point de vue: ils s'endettent. Le crédit, en effet, est le crédit, et les statistiques sur le crédit, indiquent en effet que les Canadiens ont trois fois plus de dettes en 1963 qu'en 1954.

Les dettes dans les magasins à rayons, à la fois aux points de vue des comptes courants et des paiements différés, ont doublé au cours de la même période.

Le Bureau fédéral de la statistique estime que la somme totale imputée en raison des formes diverses de crédit au consommateur s'élevait, le 31 mars, à \$3,664,000,000, en ce qui représentait une augmentation de \$301,000,000 en un an.

Ces chiffres englobent les emprunts aux compagnies remboursables à dates fixes aux compagnies de prêts privés, les sommes dues aux magasins à rayons, à ceux qui vendent des meubles et aux magasins d'accessoires, et les prêts aux banques, avec ou sans garanties, ainsi que ceux consentis pour les améliorations des maisons.

Aucun chiffre n'est disponible concernant l'argent dû aux ménages.

Les prêts en argent consentis par les compagnies de prêts privés sont passés d'une somme de \$572,000,000 à \$858,000,000, en un an, ce qui représente une augmentation de 15 pour cent. En gros, la dernière somme enregistrée équivaut à deux fois et demi celle de la fin de l'année 1954.

Les emprunts pour l'amélioration des maisons d'habitation consentis par les banques ont augmenté de 15 pour cent, le logement n'ont monté que de 3,1 pour cent en un an, atteignant \$67,000,000, alors que leur somme augmentait de \$65,000,000 le 31 mars 1962.

Les prêts en argent consentis par les compagnies de prêts privés sont passés d'une somme de \$572,000,000 à \$858,000,000, en un an, ce qui représente une augmentation de 15 pour cent. En gros, la dernière somme enregistrée équivaut à deux fois et demi celle de la fin de l'année 1954.

Les emprunts pour l'amélioration des maisons d'habitation consentis par les banques ont augmenté de 15 pour cent, le logement n'ont monté que de 3,1 pour cent en un an, atteignant \$67,000,000, alors que leur somme augmentait de \$65,000,000 le 31 mars 1962.

Les prêts en argent consentis par les compagnies de prêts privés sont passés d'une somme de \$572,000,000 à \$858,000,000, en un an, ce qui représente une augmentation de 15 pour cent. En gros, la dernière somme enregistrée équivaut à deux fois et demi celle de la fin de l'année 1954.

Les emprunts pour l'amélioration des maisons d'habitation consentis par les banques ont augmenté de 15 pour cent, le logement n'ont monté que de 3,1 pour cent en un an, atteignant \$67,000,000, alors que leur somme augmentait de \$65,000,000 le 31 mars 1962.

On invite le Canada à construire quatre satellites pour l'ionosphère

Le satellite canadien Alouette, lancé en 1962, a été un tel succès que la National Aeronautics and Space Administration des États-Unis a demandé au Canada de préparer quatre autres satellites pour l'étude des hautes couches de l'ionosphère.

C'est ce que a révélé M. J. Green, l'un des artisans de ce projet. La demande américaine a été émise récemment en vue de la satisfaction à Ottawa, d'autant plus que l'Alouette fut le premier satellite construit entièrement dans un pays autre que les États-Unis et la Russie.

M. Zimmerman, président du Conseil national de recherche, avait déclaré que les perfectionnements techniques de ce projet avaient déjà profité à plusieurs industries canadiennes et qu'en sera de même avec les satellites subséquents.

M. Green, qui a une longue expérience de l'aéronautique, a déclaré que les recherches spatiales ont une grande influence sur la vie quotidienne. Les satellites ont déjà permis de mieux connaître le climat, de mieux connaître la pollution, de mieux connaître la vie sous-marine, etc.

L'opinion publique comprend difficilement que dans un monde où subsistent encore tant de misères et de dénuement, on dépense des millions de dollars pour la recherche spatiale. Mais la preuve a été faite que ces travaux mobilisent un nombre immense de savants et de techniciens et surtout qu'ils procurent des perspectives d'avenir.

Un nouvel emblème proposé au Canada

MONTREAL — Il faudrait bien au Canada son drapeau pour 1967, année du centenaire de la Confédération.

Ce ne sont déjà pas les projets de drapeau qui font défaut, mais le directeur des archives de la Commission des écoles catholiques de Montréal, M. Luc-André Biron, a tenu à proposer un nouveau projet d'emblème devant les membres de la Société historique de Montréal, au Château de Balmat.

Pas de cœur, pas de feuille d'érable, pas de fleur de lys, pas de "red ensign", mais quelque chose de typiquement québécois, un drapeau canadien, l'étoile polaire, en vert sur fond blanc.

L'étoile polaire évoque l'unité des Canadiens, la prospérité, l'avenir.

Le projet Apollo

Les États-Unis prévoient que le projet Apollo sera lancé le 22 août 1968, à partir de la base de lancement de Cape Canaveral, en Floride. Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune.

Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune. Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune.

Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune. Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune.

Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune. Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune.

Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune. Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune.

Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune. Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune.

Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune. Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune.

Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune. Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune.

Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune. Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune.

Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune. Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune.

Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune. Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune.

Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune. Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune.

Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune. Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune.

Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune. Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune.

Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune. Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune.

Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune. Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune.

Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune. Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune.

Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune. Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune.

Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune. Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune.

Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune. Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune.

Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune. Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune.

Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune. Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune.

Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune. Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune.

Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune. Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune.

Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune. Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune.

Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune. Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune.

Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune. Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune.

Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune. Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune.

Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune. Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune.

Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune. Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune.

Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune. Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune.

Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune. Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune.

Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune. Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune.

Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune. Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune.

Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune. Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune.

Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune. Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune.

Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune. Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune.

Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune. Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune.

Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune. Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune.

Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune. Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune.

Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune. Le projet Apollo est un projet de grande envergure qui vise à envoyer un homme sur la Lune.

Delanoy's Electric Co. Ltd.
436, rue Louis Riel CE 3-5258
Installation et réparation de tous les appareils électroménagers et ménagers pour industrie, magasin et maison.

Park Confectionery
412, avenue Taché
Téléphone: CH 3-1891
Fruits frais — Pâtisseries
Confiseries et magazines
Yvonne et Lucille Bellet, prop.

Harold M. Black
OPTOMETRISTE ET OPTICIEN
Examen de la vue avec
MITCHELL COY. LTD.
Portage et Margrave
Téléphone: WH 3-5108
Ouvrez tous les jours 9 h à 6 h 30

Pourvues, mariages, dîners et banquets.

Pâtisserie PELLAND
DE PELLAND SONS
161, avenue Provencher, St-Boniface
Téléphone: CH 3-3319

POUR VOS FOURRURES
vêtements toujours
à la mode

MECKLING FURS
148, avenue Provencher
St-Boniface
Téléphone: CH 3-1832

Taché Paint & Glass
Vendeur des produits
Benjamin MOORE
Peintures de la plus haute qualité
238, avenue Taché — St-Boniface
Téléphone: CH 3-1047
C.E. Janssens, prop.

De Gagné Motors Ltd.
(IMPORTER AUTO ELECTRIC)
Ventes-achat-échange-locations, réparations de voitures, camionnettes, tracteurs, moteurs à carburateur, essai-essai, pour livraison complète et garantie.
Angie Harmon et Des Meurons
Chapelle 3-1001, Chapelle 3-1001

LEO'S
ELECTRIC SERVICE
L. BOISSONNEAU, prop.
206, rue Guelord, Norwood
Entreprise — Pose de fils
Réparation
Téléphone: CH 3-1694

Poils disgracieux
enlevés du visage
et des extrémités
Entrez librement et de façon permanente. Consultation gratuite. 200, rue Notre-Dame, Winnipeg. 200, rue Notre-Dame, Winnipeg. 200, rue Notre-Dame, Winnipeg.

St. Boniface Messenger Service
Nous transportons les messages à tout heure, matin, midi, soir, nuit. SERVICE RAPIDE.
Appeler téléphone CH 3-1288
118, rue Saint-Jacques, St-Boniface
J.J. Robitaille, prop.

Daoust Grimaud Ltd.
ENTREPRENEURS ELECTRICIENS
ACCESSOIRES ET INSTALLATIONS ELECTRIQUES
ARTICLES DE SPORT
202, avenue Provencher, St-Boniface
J.-C. Daoust
Téléphone: CH 3-1447
O.-L. Grimaud

FOURRURES
SATISFACTION DE CONFECTION,
QUALITE ET PRIX
ANT. LANTHIER ET FILS
Maison établie en 1906
254, RUE MAIN
WINNIPEG
TEL: WH 2-3891

JOS. PIERSON
Votre vendeur personnel de
• Chevrolet • Oldsmobile
• Corvair • Chevrolet II
• Camions Chevrolet
CARTER MOTORS LTD.
Bureau: SP 2-2431 — Résidence: LK 3-1623
Automobiles usagées "garanties" de première condition

Première indienne à recevoir un diplôme
HAUTERIVE — Au nombre des 22 finalistes de l'école primaire de Hauterive, la jeune Marie-Claire Gauthier, âgée de 12 ans, a été désignée par le conseil d'école pour recevoir un diplôme de la part du ministre de l'Éducation. Elle est la première indienne à recevoir un tel diplôme.

JEANNE'S Beauty Parlor
597, rue Langens
Téléphone: CH 3-1003
Nouvelle parure à la mode \$5.75 et plus

Pharmacie St-Boniface
354, rue Marion, Norwood
Téléphone: CH 3-5532
Nous remplaçons avec soin et compétence toutes les ordonnances de médecins. Nous sommes à votre service.

Haslund's Auto Service
111, rue St-Jacques et L'Inde
Globe 2-7113 — Norwood, Man.
Vérifications complètes et réparations de moteurs, transmissions, freins, suspension, etc. Nous remplaçons les pneus usés.

NELSON'S BICYCLE & HOBBY SHOP
187, rue Marion — CEdar 3-1724
Service de vente et de réparation. Bicyclettes, motos, accessoires, etc. — Bicyclette et réparation. Patisserie anglaise et réparations.

TACHÉ AUTO BODY WORKS
237, rue Taché, Norwood, Man.
Téléphone: CH 3-7145
Réparations extérieures.
"Service qui parle"

Frontenac TV & Radio
60, rue Provencher, St-Boniface
Téléphone: CH 3-6102
Cedars 3-6102
Marion Beauty Nook
Votre coiffeur français pour toutes les modes de beauté. 284, rue Marion, Norwood, Man. Corinne DUFAL, propriétaire.

Monuments BRUNET
405, rue Bedford, St-Boniface
Tel.: CH 3-1864
Téléphone: CH 3-2356
LAFRENIERE
Sheet Metal Ltd.
Chauffage — Ventilation
Installation de l'air
conditionné.
97, rue Kruken
Belle pointe 1, Norwood, Man.

M. René Toupin, très enthousiaste de son stage d'étude au Québec

M. René Toupin, gérant de la Centrale des Caisses Populaires de St-Boniface, a été nommé à la tête de la Centrale des Caisses Populaires de la province de Québec, où il a été nommé à la tête de la Centrale des Caisses Populaires de la province de Québec, où il a été nommé à la tête de la Centrale des Caisses Populaires de la province de Québec.

Filles d'Isabelle de St-Boniface
Cercle St-Boniface no 874
Acte important
Il fut décidé à l'assemblée du 4 juin, que les réunions d'été auront lieu les 16 juillet et 20 août. Une carte d'adhésion sera envoyée en temps et lieu.

Le 18 juin, nous aurons une soirée de bienvenue, qui sera terminée par un bon dîner. Les membres du Cercle St-Boniface no 874, qui ont été nommés à la tête de la Centrale des Caisses Populaires de la province de Québec, ont été nommés à la tête de la Centrale des Caisses Populaires de la province de Québec.

Mariage
Mariage Gérard-Ferland
Le samedi 15 mai, en l'église du Précieux-Sang, M. l'abbé D. McDougall célébra le mariage de M. Gérard-Ferland, fils de M. et Mme Anselme, avec M. et Mme Anselme, fils de M. et Mme Anselme.

Cours d'été à l'Université de la Saskatchewan pour instituteurs aux Indiens
OTTAWA — Ce matin 10 juin, le R. P. André Renaud, O.M.I., directeur général à l'Université de la Saskatchewan, a été nommé à la tête de la Centrale des Caisses Populaires de la province de Québec.

La REDACTRICE
Ces cours d'été à l'Université de la Saskatchewan pour instituteurs aux Indiens, ont été nommés à la tête de la Centrale des Caisses Populaires de la province de Québec.

Avis
La fête de St-Jean-Baptiste sera célébrée le dimanche 23 juin à La Broquerie. Pour plus de détails sur le programme de la journée, on pourra lire la chronique de la semaine prochaine.

La Corporation Métropolitaine du Grand-Winnipeg
Comité d'adoption des règlements d'urbanisme
Ces demandes seront entendues par le Comité d'adoption des règlements d'urbanisme de la Corporation Métropolitaine du Grand-Winnipeg.

La Corporation Métropolitaine du Grand-Winnipeg
Comité d'adoption des règlements d'urbanisme
Ces demandes seront entendues par le Comité d'adoption des règlements d'urbanisme de la Corporation Métropolitaine du Grand-Winnipeg.

La Corporation Métropolitaine du Grand-Winnipeg
Comité d'adoption des règlements d'urbanisme
Ces demandes seront entendues par le Comité d'adoption des règlements d'urbanisme de la Corporation Métropolitaine du Grand-Winnipeg.

La Corporation Métropolitaine du Grand-Winnipeg
Comité d'adoption des règlements d'urbanisme
Ces demandes seront entendues par le Comité d'adoption des règlements d'urbanisme de la Corporation Métropolitaine du Grand-Winnipeg.

La Corporation Métropolitaine du Grand-Winnipeg
Comité d'adoption des règlements d'urbanisme
Ces demandes seront entendues par le Comité d'adoption des règlements d'urbanisme de la Corporation Métropolitaine du Grand-Winnipeg.

La Corporation Métropolitaine du Grand-Winnipeg
Comité d'adoption des règlements d'urbanisme
Ces demandes seront entendues par le Comité d'adoption des règlements d'urbanisme de la Corporation Métropolitaine du Grand-Winnipeg.

La Corporation Métropolitaine du Grand-Winnipeg
Comité d'adoption des règlements d'urbanisme
Ces demandes seront entendues par le Comité d'adoption des règlements d'urbanisme de la Corporation Métropolitaine du Grand-Winnipeg.

La Corporation Métropolitaine du Grand-Winnipeg
Comité d'adoption des règlements d'urbanisme
Ces demandes seront entendues par le Comité d'adoption des règlements d'urbanisme de la Corporation Métropolitaine du Grand-Winnipeg.

La Corporation Métropolitaine du Grand-Winnipeg
Comité d'adoption des règlements d'urbanisme
Ces demandes seront entendues par le Comité d'adoption des règlements d'urbanisme de la Corporation Métropolitaine du Grand-Winnipeg.

La Corporation Métropolitaine du Grand-Winnipeg
Comité d'adoption des règlements d'urbanisme
Ces demandes seront entendues par le Comité d'adoption des règlements d'urbanisme de la Corporation Métropolitaine du Grand-Winnipeg.

La Corporation Métropolitaine du Grand-Winnipeg
Comité d'adoption des règlements d'urbanisme
Ces demandes seront entendues par le Comité d'adoption des règlements d'urbanisme de la Corporation Métropolitaine du Grand-Winnipeg.

La Corporation Métropolitaine du Grand-Winnipeg
Comité d'adoption des règlements d'urbanisme
Ces demandes seront entendues par le Comité d'adoption des règlements d'urbanisme de la Corporation Métropolitaine du Grand-Winnipeg.

La Corporation Métropolitaine du Grand-Winnipeg
Comité d'adoption des règlements d'urbanisme
Ces demandes seront entendues par le Comité d'adoption des règlements d'urbanisme de la Corporation Métropolitaine du Grand-Winnipeg.

La Corporation Métropolitaine du Grand-Winnipeg
Comité d'adoption des règlements d'urbanisme
Ces demandes seront entendues par le Comité d'adoption des règlements d'urbanisme de la Corporation Métropolitaine du Grand-Winnipeg.

La Corporation Métropolitaine du Grand-Winnipeg
Comité d'adoption des règlements d'urbanisme
Ces demandes seront entendues par le Comité d'adoption des règlements d'urbanisme de la Corporation Métropolitaine du Grand-Winnipeg.

Chevaliers de Colomb
Conseil St-Boniface no 3158
Le mystère, en ce qui concerne l'absence évidente d'après tout dans les pages du journal la semaine dernière, peut s'expliquer comme suit: "Un anneau dans la chaîne des communications a été rompu. Les chevaliers de Colomb, d'habitude si bien informés, n'ont pu transmettre les nouvelles. Les chevaliers de Colomb, d'habitude si bien informés, n'ont pu transmettre les nouvelles.

Filles d'Isabelle de St-Boniface
Cercle St-Boniface no 874
Acte important
Il fut décidé à l'assemblée du 4 juin, que les réunions d'été auront lieu les 16 juillet et 20 août. Une carte d'adhésion sera envoyée en temps et lieu.

Filles d'Isabelle de St-Boniface
Cercle St-Boniface no 874
Acte important
Il fut décidé à l'assemblée du 4 juin, que les réunions d'été auront lieu les 16 juillet et 20 août. Une carte d'adhésion sera envoyée en temps et lieu.

Filles d'Isabelle de St-Boniface
Cercle St-Boniface no 874
Acte important
Il fut décidé à l'assemblée du 4 juin, que les réunions d'été auront lieu les 16 juillet et 20 août. Une carte d'adhésion sera envoyée en temps et lieu.

Filles d'Isabelle de St-Boniface
Cercle St-Boniface no 874
Acte important
Il fut décidé à l'assemblée du 4 juin, que les réunions d'été auront lieu les 16 juillet et 20 août. Une carte d'adhésion sera envoyée en temps et lieu.

Filles d'Isabelle de St-Boniface
Cercle St-Boniface no 874
Acte important
Il fut décidé à l'assemblée du 4 juin, que les réunions d'été auront lieu les 16 juillet et 20 août. Une carte d'adhésion sera envoyée en temps et lieu.

Filles d'Isabelle de St-Boniface
Cercle St-Boniface no 874
Acte important
Il fut décidé à l'assemblée du 4 juin, que les réunions d'été auront lieu les 16 juillet et 20 août. Une carte d'adhésion sera envoyée en temps et lieu.

Filles d'Isabelle de St-Boniface
Cercle St-Boniface no 874
Acte important
Il fut décidé à l'assemblée du 4 juin, que les réunions d'été auront lieu les 16 juillet et 20 août. Une carte d'adhésion sera envoyée en temps et lieu.

Filles d'Isabelle de St-Boniface
Cercle St-Boniface no 874
Acte important
Il fut décidé à l'assemblée du 4 juin, que les réunions d'été auront lieu les 16 juillet et 20 août. Une carte d'adhésion sera envoyée en temps et lieu.

Filles d'Isabelle de St-Boniface
Cercle St-Boniface no 874
Acte important
Il fut décidé à l'assemblée du 4 juin, que les réunions d'été auront lieu les 16 juillet et 20 août. Une carte d'adhésion sera envoyée en temps et lieu.

Filles d'Isabelle de St-Boniface
Cercle St-Boniface no 874
Acte important
Il fut décidé à l'assemblée du 4 juin, que les réunions d'été auront lieu les 16 juillet et 20 août. Une carte d'adhésion sera envoyée en temps et lieu.

Filles d'Isabelle de St-Boniface
Cercle St-Boniface no 874
Acte important
Il fut décidé à l'assemblée du 4 juin, que les réunions d'été auront lieu les 16 juillet et 20 août. Une carte d'adhésion sera envoyée en temps et lieu.

Filles d'Isabelle de St-Boniface
Cercle St-Boniface no 874
Acte important
Il fut décidé à l'assemblée du 4 juin, que les réunions d'été auront lieu les 16 juillet et 20 août. Une carte d'adhésion sera envoyée en temps et lieu.

Filles d'Isabelle de St-Boniface
Cercle St-Boniface no 874
Acte important
Il fut décidé à l'assemblée du 4 juin, que les réunions d'été auront lieu les 16 juillet et 20 août. Une carte d'adhésion sera envoyée en temps et lieu.

Filles d'Isabelle de St-Boniface
Cercle St-Boniface no 874
Acte important
Il fut décidé à l'assemblée du 4 juin, que les réunions d'été auront lieu les 16 juillet et 20 août. Une carte d'adhésion sera envoyée en temps et lieu.

Filles d'Isabelle de St-Boniface
Cercle St-Boniface no 874
Acte important
Il fut décidé à l'assemblée du 4 juin, que les réunions d'été auront lieu les 16 juillet et 20 août. Une carte d'adhésion sera envoyée en temps et lieu.

Filles d'Isabelle de St-Boniface
Cercle St-Boniface no 874
Acte important
Il fut décidé à l'assemblée du 4 juin, que les réunions d'été auront lieu les 16 juillet et 20 août. Une carte d'adhésion sera envoyée en temps et lieu.

Filles d'Isabelle de St-Boniface
Cercle St-Boniface no 874
Acte important
Il fut décidé à l'assemblée du 4 juin, que les réunions d'été auront lieu les 16 juillet et 20 août. Une carte d'adhésion sera envoyée en temps et lieu.

Filles d'Isabelle de St-Boniface
Cercle St-Boniface no 874
Acte important
Il fut décidé à l'assemblée du 4 juin, que les réunions d'été auront lieu les 16 juillet et 20 août. Une carte d'adhésion sera envoyée en temps et lieu.

Filles d'Isabelle de St-Boniface
Cercle St-Boniface no 874
Acte important
Il fut décidé à l'assemblée du 4 juin, que les réunions d'été auront lieu les 16 juillet et 20 août. Une carte d'adhésion sera envoyée en temps et lieu.

Filles d'Isabelle de St-Boniface
Cercle St-Boniface no 874
Acte important
Il fut décidé à l'assemblée du 4 juin, que les réunions d'été auront lieu les 16 juillet et 20 août. Une carte d'adhésion sera envoyée en temps et lieu.

Filles d'Isabelle de St-Boniface
Cercle St-Boniface no 874
Acte important
Il fut décidé à l'assemblée du 4 juin, que les réunions d'été auront lieu les 16 juillet et 20 août. Une carte d'adhésion sera envoyée en temps et lieu.

Filles d'Isabelle de St-Boniface
Cercle St-Boniface no 874
Acte important
Il fut décidé à l'assemblée du 4 juin, que les réunions d'été auront lieu les 16 juillet et 20 août. Une carte d'adhésion sera envoyée en temps et lieu.

Mon Collège
Dimanche prochain
La rencontre du mois aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin.

Mon Collège
Dimanche prochain
La rencontre du mois aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin.

Mon Collège
Dimanche prochain
La rencontre du mois aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin.

Mon Collège
Dimanche prochain
La rencontre du mois aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin.

Mon Collège
Dimanche prochain
La rencontre du mois aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin.

Mon Collège
Dimanche prochain
La rencontre du mois aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin.

Mon Collège
Dimanche prochain
La rencontre du mois aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin.

Mon Collège
Dimanche prochain
La rencontre du mois aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin.

Mon Collège
Dimanche prochain
La rencontre du mois aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin.

Mon Collège
Dimanche prochain
La rencontre du mois aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin.

Mon Collège
Dimanche prochain
La rencontre du mois aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin.

Mon Collège
Dimanche prochain
La rencontre du mois aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin.

Mon Collège
Dimanche prochain
La rencontre du mois aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin.

Mon Collège
Dimanche prochain
La rencontre du mois aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin.

Mon Collège
Dimanche prochain
La rencontre du mois aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin.

Mon Collège
Dimanche prochain
La rencontre du mois aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin.

Mon Collège
Dimanche prochain
La rencontre du mois aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin.

Mon Collège
Dimanche prochain
La rencontre du mois aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin.

Mon Collège
Dimanche prochain
La rencontre du mois aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin.

Mon Collège
Dimanche prochain
La rencontre du mois aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin.

Mon Collège
Dimanche prochain
La rencontre du mois aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin.

Mon Collège
Dimanche prochain
La rencontre du mois aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin.

Mon Collège
Dimanche prochain
La rencontre du mois aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin.

Un nouveau Safeway
fut inauguré le 11 juin
Un nouveau supermarché Safeway, situé au nouveau centre d'affaires de St-Vital, a été inauguré le 11 juin. Le nouveau magasin, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin.

Un nouveau Safeway
fut inauguré le 11 juin
Un nouveau supermarché Safeway, situé au nouveau centre d'affaires de St-Vital, a été inauguré le 11 juin. Le nouveau magasin, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin.

Un nouveau Safeway
fut inauguré le 11 juin
Un nouveau supermarché Safeway, situé au nouveau centre d'affaires de St-Vital, a été inauguré le 11 juin. Le nouveau magasin, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin.

Un nouveau Safeway
fut inauguré le 11 juin
Un nouveau supermarché Safeway, situé au nouveau centre d'affaires de St-Vital, a été inauguré le 11 juin. Le nouveau magasin, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin.

Un nouveau Safeway
fut inauguré le 11 juin
Un nouveau supermarché Safeway, situé au nouveau centre d'affaires de St-Vital, a été inauguré le 11 juin. Le nouveau magasin, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin.

Un nouveau Safeway
fut inauguré le 11 juin
Un nouveau supermarché Safeway, situé au nouveau centre d'affaires de St-Vital, a été inauguré le 11 juin. Le nouveau magasin, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin.

Un nouveau Safeway
fut inauguré le 11 juin
Un nouveau supermarché Safeway, situé au nouveau centre d'affaires de St-Vital, a été inauguré le 11 juin. Le nouveau magasin, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin.

Un nouveau Safeway
fut inauguré le 11 juin
Un nouveau supermarché Safeway, situé au nouveau centre d'affaires de St-Vital, a été inauguré le 11 juin. Le nouveau magasin, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin.

Un nouveau Safeway
fut inauguré le 11 juin
Un nouveau supermarché Safeway, situé au nouveau centre d'affaires de St-Vital, a été inauguré le 11 juin. Le nouveau magasin, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin.

Un nouveau Safeway
fut inauguré le 11 juin
Un nouveau supermarché Safeway, situé au nouveau centre d'affaires de St-Vital, a été inauguré le 11 juin. Le nouveau magasin, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin.

Un nouveau Safeway
fut inauguré le 11 juin
Un nouveau supermarché Safeway, situé au nouveau centre d'affaires de St-Vital, a été inauguré le 11 juin. Le nouveau magasin, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin. La messe est à 10 h. et à 11 h. 30. Le collège de St-Boniface, qui sera la dernière réunion officielle de la saison, aura lieu le 10 juin.

Nos meilleurs clients découvrent dans notre journal les magnifiques offres de "General Motors".

HUEL MOTORS

Dépôtaires de General Motors
PIERRE HUEL ET FILS, propriétaires

Tél.: 648-2313

GRAVELBOURG

SASKATCHEWAN

Depuis 50 ans notre journal donne les meilleurs remèdes qui favorisent notre santé religieuse et nationale.

DR ROSARIO MORIN

PHARMACIE GRAVEL

GILBERT DUPAS, gérant

GRAVELBOURG

SASKATCHEWAN

Il faut manger pour vivre: notre journal offre la meilleure nourriture pour la vie de l'esprit.

EPICERIE LeBLANC

SELF-SERVICE
MAGASIN RED & WHITE
Viandes et épicerie

Tél.: 648-2402

GRAVELBOURG

SASKATCHEWAN

Le Collège Mathieu a toujours reçu l'appui du bon journal dans l'accomplissement de son œuvre d'éducation catholique et française.

Les Révérends Pères Oblats

Collège Mathieu

GRAVELBOURG

SASKATCHEWAN

Plus de 300 commissaires ont étudié le thème "Justice... scolaire au Canada"

OTTAWA — Plus de 300 commissaires venus de toutes les provinces du pays se sont réunis au 3e congrès annuel de l'Association des Commissaires d'École Catholiques de Langue Française, au Château Laurier d'Ottawa, du 30 mai au 1er juin. Les représentants du Manitoba et de la Saskatchewan étaient M. J. Hubert Delaquis, de Notre-Dame-de-Lourdes, Pierre Baril, de St-Jean-Baptiste, Maurice Denis, de Carleton Place, et J. Coulure, de Gravelbourg.

Justice et équité dans les régimes scolaires au Canada, tel était le thème général du congrès ne pouvait qu'intéresser de façon toute particulière ces porte-parole de minorités françaises. D'autant plus qu'il fut étudié par de brillants conférenciers qui connaissent la situation historique et les difficultés actuelles de leurs compatriotes vivant hors du Québec. (On peut lire dès cette semaine, par exemple, une première tranche du disque majeur de l'historien Séraphin Marion, d'Ottawa. Bien d'autres discours mériteraient la même publicité, dont celui du R. P. Richard Arès, S.J., "Justice et équité pour la communauté canadienne-française". Les délégués de l'Ouest ont apporté leur contribution aux discussions en cours par quelques déclarations à base d'expérience quotidienne et d'appréciation sur place de la vraie situation. Voici en peu de mots les déclarations des porte-parole de l'Ouest.

Celui de l'Alberta révéla que le collège St-Jean d'Edmonton commença des supérieurs prochains ses cours de pédagogie en vue de former des instituteurs canadiens-français. Les certificats de cette école de pédagogie, une section de celle de l'Université Laval de Québec seront reconnus par l'université et le ministère d'Éducation de l'Alberta. Cette école nouvelle, toutefois, ne fait pas oublier d'autres aspects moins encourageants de la situation scolaire en cette province où le mouvement de centralisation scolaire (qui se poursuit à travers tout le pays) a ouvert tout particulièrement menaçant pour la minorité canadienne-française qui voit disparaître ses petites écoles à mesure que sont créées les grandes unités.

En Colombie-Britannique, dit le délégué M. Philippe Briannick, de Maitlandville, l'influence de la situation faite aux Canadiens-français ne peut être mieux illustrée que par ce fait: le coût moyen d'un élève dans les écoles publiques est évalué à \$480 et donc des seuls Canadiens français de Maitlandville, qui envoient 850 de leurs enfants dans les deux écoles françaises de cette localité pour lesquelles ils ne reçoivent aucun octroi tout en devant payer des taxes aux écoles publiques, se trouvent indirectement à faire épargner au gouvernement provincial et aux commissions scolaires la somme annuelle de \$486.000. Quand même, ces Canadiens français étudient actuellement la possibilité d'organiser le cours secondaire après la 6e année pour leurs écoliers.

Pour ce qui est de la Saskatchewan, M. Maurice Denis devait apporter le témoignage que l'enquête effectuée en 1961 par l'Association nationale des commissaires d'école de langue française a contribué à un réveil sur la situation difficile faite à la minorité française de cette province. Il a dit que l'attitude des autorités acceptée plus facilement les requêtes qui concernent l'enseignement du français; par exemple on espère la nomination d'autres commissaires de langue française des commissions scolaires. Mais "on se heurte à un mur" pour ce qui regarde l'aspect religieux de l'éducation. (On peut lire ailleurs dans le journal le discours complet que donna M. Roland Pimouneau à la 3e séance d'étude du congrès.)

Le docteur Hubert Delaquis, du Manitoba, après un bref rappel historique de la double injustice des lois scolaires de 1890 et 1916, indiqua qu'on enregistre de temps à autre quelque progrès dans la lutte pour retrouver les droits perdus. C'est ainsi que le ministre de l'Éducation annonça en juin dernier que le département d'Éducation va commencer des études en vue de l'organisation sur une base normale des classes de français dans les 1ère, 2e et 3e années. Mais comme la structure ministérielle et définitive du programme français pour ces trois années scolaires exigera quelque temps d'organisation, le ministre dit son appréciation du travail de pionniers accompli par les citoyens de langue française du Manitoba, grâce à leur Association d'Éducation, et donna son encouragement pour que se continue ce travail "comme vous le faites présentement", car ce travail inspirera ceux qui préparent le programme éventuel.

Les commissaires de langue française du Manitoba toutefois, prennent clairement conscience que nos petits Franco-Manitobains s'engagent de plus en plus sous toutes sortes de pressions (dans les écoles où la langue d'instruction n'est habituellement pas le français, dans les foyers où la télévision anglaise pénètre trop facilement, dans le milieu qui subit une pression anglaise 100 pour cent anglaise), et qu'il est urgent de faire de fortes recommandations: 1) qu'on établisse des lycées d'enfants dans toutes les régions; 2) qu'on ait une heure de français obligatoire à la 1ère à la 12e année pour tous les élèves; 3) qu'on obtienne que les études sociales soient enseignées dans les deux langues, mais qu'on encourage fortement tous les étudiants à les faire en français.

Les résolutions du congrès. Dans tout congrès qui se respecte on formule une liste de résolutions et de vœux, les organisations de langue française ont des sentiments et des idées qui se traduisent en action efficace. Voici quelques-unes des résolutions adoptées lors du congrès d'Ottawa:

1—Que soit formé un comité pour faire un inventaire des victoires et des griefs des minorités canadiennes-françaises des autres provinces, dans le domaine scolaire, qu'on établisse une commission d'enquête et qu'on fasse rapport au prochain congrès de l'Association nationale du travail accompli.

2—Que l'Association nationale prépare un mémoire qui sera présenté à la Commission Carter récemment nommée par le gouvernement fédéral en vue d'enquêter sur l'opportunité d'établir une nouvelle répartition des impôts qui respecterait davantage l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord; que dans ce mémoire, entre autres recommandations, on inclue l'équité, après la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec, à savoir "l'équité" des normes de répartition soient établies par un organisme interprovincial en collaboration avec le gouvernement fédéral en vue d'établir la répartition relative des sommes requises pour équilibrer la situation économique de chacune des provinces dans une proportion de 30 pour cent, laissant infini aux provinces la possibilité de fournir elles-mêmes les services publics jugés nécessaires qui seraient financés par chacune d'elles à même la part d'impôt que le fédéral verse, après le versement, retourner aux provinces; assumant que les provinces tiendront compte des droits scolaires de la minorité française au terme de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, attendu que la contribution du Québec au fonds de péréquation devrait, surtout, être payée par les Canadiens français du Québec; que dans ce mémoire, l'Association nationale de l'Éducation adoptée par la Fédération Canadienne des maires des cités et villes, soit maintenue l'efficacité du revenu foncier dans le domaine scolaire.

3—Que demande soit faite au gouvernement fédéral d'augmenter les montants versés en allocations familiales tenant compte de l'Association nationale du coût de la vie.

4—Considérant que pour nous, Canadiens français, la constitution canadienne est un pacte entre le groupe de langue française et celui de langue anglaise, et que la grande majorité des Canadiens français citoyens du Canada par leurs origines ont plus de trois siècles, considérant qu'à ce titre nous ne voyons pas pourquoi nos sommes classées dans le rapport du recensement dans le groupe européen; nous proposons donc que cette année soit consacrée à l'élaboration des rapports fédéraux du Bureau de la Statistique qu'il y ait une division par groupe ethnique.

5—Considérant que les Canadiens français et les Canadiens anglais cherchent un terrain d'entente en vue de l'unité nationale; que les différentes revendications faites par certains groupes sont le fait d'une ignorance de l'unité; que le nombre de nos compatriotes de langue anglaise plus de trois siècles, que dans plusieurs pays de compositions ethniques différentes, on trouve cette unité dans un drapeau distinctif respectif; nous proposons que l'Association des Commissaires de Langue Française du Canada demande au gouvernement fédéral l'adoption de la plus tôt possible d'un drapeau distinctif qui groupera les différents groupes ethniques, toutes les activités d'ordre national, et qui feront ressortir davantage notre indépendance.

6—L'Association, fondée en septembre 1958 et réunie en 3e congrès, affirme sa foi en la religion catholique romaine et sa détermination d'appliquer et de faire respecter en matière d'éducation les lois religieuses (telles que contenues dans le Droit canon, dans l'encyclique "Divini Illius Magistri" de S. S. Pie XI et dans les directives du Saint-Siège.

Pour plus ample étude

Un mouvement, vers une coopération éventuelle entre Associations canadiennes-françaises et groupes anglophones qui désirent développer l'enseignement du français, s'est arrêté à mi-chemin lorsqu'une résolution dans ce sens a été renvoyée pour plus ample étude au conseil d'administration de l'Association des commissaires d'école catholiques de langue française du Canada.

La résolution discutée lors de la séance de clôture du 3e congrès de l'Association, se lit comme suit: "Que les Associations provinciales de commissaires d'école catholiques de langue française s'associent plus directement aux revendications des personnes et organisations anglophones en faveur de l'enseignement du français dans les écoles publiques anglophones et qu'elles favorisent également la cause du bilinguisme et du biculturalisme dans leur propre langue et ainsi favoriser doublement la cause du bilinguisme et du biculturalisme.

La résolution a été renvoyée pour plus ample étude, surtout à cause des répercussions qu'elle peut avoir sur les programmes pédagogiques différents des provinces de langue anglaise. De plus certains délégués s'y sont opposés parce que, selon eux, les Associations ont déjà assez de travail sans cela.

Félicitations à notre aîné qui depuis 50 ans répond la bonne nouvelle catholique et française dans nos foyers.

CFRG

GRAVELBOURG, SASK.

"Au service de la population de langue française du sud de la Saskatchewan"

Les inquiétudes et espoirs des commissaires d'école de langue française de Saskatchewan

Voici le texte de la conférence de M. Roland Pimouneau, de Gravelbourg, à la troisième séance d'étude, le vendredi après-midi 31 mai, du 3e congrès général de l'Association des Commissaires d'École Catholiques de Langue Française du Canada. Le thème général de ce congrès tenu au Château Laurier d'Ottawa était: "Justice et équité dans les régimes scolaires au Canada." M. Pimouneau donna la "Perspective d'une province minoritaire: la Saskatchewan".

Étant donné la répercussion de certaines déclarations faites par notre délégué de la Saskatchewan, et particulièrement par le même porte-parole qui s'adresse à vous, aujourd'hui, sur un point de gouvernement. Deuxième Congrès de notre Association nationale, en juin 1961, votre secrétaire m'a demandé, à la dernière minute, de discuter de nouveaux des problèmes qui nous touchent de près, mais qui sont d'un intérêt particulier pour tout le Canada français. Ajoutez que par la suite de ce Congrès et de nos déclarations d'alors, l'une des principales initiatives de l'Association a été de tenir une étude sur les problèmes de chez-nous. Il était donc sage qu'à l'ordre du jour du programme de ce Congrès nous puissions revoir la situation.

Lors des assises du Congrès 1961, chacune des provinces de notre pays se demandait ce qu'elle était en mesure d'espérer de notre Association nationale des Commissaires d'école de langue française. Cette année nous nous interrogeons sur un point de conséquence pratique, à savoir ce que l'Association est en mesure d'obtenir dans l'ordre de la justice et de l'équité.

Si vous me le permettez, je vous ferai tout d'abord un bref tableau de notre état actuel dans nos provinces. Pour en venir ensuite au problème lui-même situé sur le plan scolaire. Nous verrons mieux les inquiétudes qu'il inspire et les espoirs qu'il fait naître.

Généralités

La population totale de la Saskatchewan se compose de moins d'un million d'habitants. De ce nombre, 30% sont catholiques et 64% d'origine française. Petite minorité dans un engrenage complexe, notre population française se rencontre aux quatre coins de la province. Environ trente mille de nos compatriotes habitent le nord sur une largeur de 400 milles. Si vous descendez vers le sud, il vous faudra parcourir une distance de 200 milles avant de rencontrer un groupement français. Un problème semblable vous attend cependant dans le sud, puisque vous avez affaire à deux cent cinquante milles de l'ouest et l'autre à l'est, séparés tous deux par une route de 200 milles. Si nous avons quelques paroisses à majorité française, aucune d'elles n'est entièrement française. Il va sans dire que, sur le plan scolaire, notre population est encore beaucoup moins homogène.

Système scolaire

Notre système scolaire partage notre province en soixante-cinq régions appelées Grandes Unités. Ces Grandes Unités couvrent une superficie d'environ mille sept cent milles carrés. Chacune de ces Grandes Unités est dirigée par un conseil d'administration sous-unité. Des administrateurs élus par le peuple, soit un membre par sous-unité, composent le bureau de direction. Les sous-unités comprennent de vingt à vingt-cinq districts scolaires. Il s'agit là de districts qui coïncident avec leurs écoles respectives avant la centralisation. Les districts demeurent ainsi les commissaires; mais quelques écoles seulement sont encore ouvertes.

Tous les rouages de l'administration sont ainsi dirigés vers le bureau central (administrateurs élus). Le commissaire du district local a perdu la plupart de ses droits. Il peut encore cependant demander l'enseignement de la religion et du français.

Écoles publiques, écoles séparées, écoles privées

Un autre point à éclaircir l'école proprement dite. L'école publique est celle de la majorité, qu'il s'agisse d'une population catholique ou protestante. L'école séparée est le privilège de la minorité. Les protestants tout comme les catholiques peuvent exiger leur école séparée s'ils sont en minorité. Pour ceux qui ne veulent ni de l'une ni de l'autre, il reste l'école privée comme nos collèges, nos convents, nos jardins d'enfants. Les octrois gouvernementaux sont donnés à toutes les écoles publiques sans distinction. Les écoles séparées ont droit à ces mêmes octrois. Mais après la huitième année il n'existe plus "d'école" dans la région. C'est ainsi que toutes les écoles de villes sont privées de ces octrois après la huitième année. C'est alors le système de la double taxation. Il va sans dire que les écoles privées doivent vivre de leurs propres revenus. Aucune assistance gouvernementale ne leur est accordée.

La loi

En principe, la loi permet une heure de français par jour, ainsi qu'une demi-heure de catéchisme à la fin de la journée.

Voici maintenant ce qui arrive: la centralisation, avec toutes ses conséquences, nous prive de nos avantages, mais ne pratique elle pour contre nous sur tous les plans. Nous avons droit à une heure de français

et à une demi-heure de catéchisme, mais à condition d'en faire la demande tous les ans. Or, cette demande doit être présentée par les commissaires. Autrement dit, il faut être en majorité pour l'assurer que les commissaires seront choisis parmi les nôtres. La population peut être encore en majorité sur le plan catholique et ne l'être pas sur le plan français.

Reste le privilège de l'école séparée. Oui, mais attention! Il faut être en minorité pour avoir droit à l'école séparée. Or, vous pouvez être en minorité à l'école ou voir vos enfants, c'est-à-dire à l'école centralisée. Mais le petit district scolaire demeure et c'est là que se fait le partage entre la majorité et la minorité. Un autre problème se pose encore. Comment récupérer dans un grand district scolaire, les catholiques dispersés aux quatre vents, et les Canadiens français plus loin encore? Et que ferons-nous après la huitième année, quand il faudra payer double taxe?

L'engagement des professeurs se fait d'après un procédé semblable. L'école centralisée, c'est-à-dire celle qui comprend les petites écoles maintenant fermées dans la région, peut présenter la liste des professeurs qu'elle désire. Mais ce sont les grands commissaires qui décident qui sera choisi ainsi que du choix de l'école où les élèves doivent aller. À Victoire, Saskatchewan, les élèves des onzième et douzième années furent dirigés vers une école centralisée contre la volonté des parents. Les démarches se sont multipliées, mais sans succès. Les parents ont tenté l'école privée, puis devant les difficultés croissantes ont placé leurs enfants dans les pensionnats. Trois élèves de ces deux années n'ont pas survécu le courant commun. L'autobus scolaire a dû transporter ces trois élèves soir et matin et, à cause de ces trois, tous les élèves devaient se rendre à l'école quarante minutes avant l'heure, afin de donner aux autres le temps de faire leur voyage.

Il est évident que toutes les démarches faites par nos gens doivent se faire à leurs frais. Se rendre au Ministère veut dire souvent un voyage de deux cents à trois cents milles, sans compter les réunions sur place, les téléphones et la correspondance. Si le conflit devient sérieux, nous retrouvons le jeu Hérodote-Philippe. Le Département nous renvoie à l'Unité qui a plein pouvoir et l'Unité nous renvoie au Département qui a fait la loi.

Conséquences: les nôtres se fatiguent; les moins fervents démissionnent tout simplement. Contre une force de ce genre, la résistance la plus convaincante finit par s'épuiser.

Enquêtes

Loin de moi l'idée de minimiser l'importance de l'enquête tenue en Saskatchewan et le témoignage de gratitude que nous voulons témoigner à ceux qui, tout fait, l'ont fait. Il s'est bien produit un certain renouveau à cette occasion. Nos chefs politiques se sont rendus compte qu'il existait une force qu'ils ne pouvaient ignorer. Mais les premières émotions passées, nos gens reviennent à peu près au même point. La centralisation se continue. Il s'agit d'un plan à longue échéance qui, à la suite de la centralisation, continuera de jouer contre l'élément catholique et l'élément français.

Reste à dire que la cause est perdue. Les enquêtes de messieurs Dugas et Nantel ainsi que celle poursuivie actuellement par monsieur Dulong, au Manitoba, ont été faites avec une compétence, des spécialistes, des gens du métier. Nous respectons leurs idées et il est évident que leurs considérations ne manquent pas de valeur. Mais si nous considérons la cause perdue, nous ne serons pas ici, il existe des éléments d'espoir bien fondés. Les statistiques jouent peut-être contre nous, mais les forces morales ainsi que les expériences du passé nous assurent qu'il est possible de continuer.

Conclusion

Des courants d'idées laissent pressager un avenir moins sombre. Depuis deux ans surtout, les Anglophones désirent ardemment que le français soit enseigné dans les écoles et que des professeurs soient préparés à cette fin. Le biculturalisme, bien que situé principalement sur le plan fédéral, ne manquera pas de faire taire d'un coup de la langue de son esprit les autres provinces. L'État du Québec, avec l'essor donné à l'éducation et l'intérêt manifesté qu'il porte aux groupes minoritaires, nous fait songer à la France qui, depuis des siècles, l'emploie par tous les moyens à répandre sa culture dans le monde entier.

Notre grand espoir est que bientôt Québec soit présent chez-nous en chair et en os avec ses maisons de rayonnement culturel. Ce présent s'impose pour l'État du Québec lui-même, car il ne doit d'ailleurs le Canada de son histoire tout comme il lui importe de détruire les préjugés qui l'opposent à son prestige et à sa valeur. Il le doit pour nous qui, sur la ligne de front, tentons de nous mieux de garder partout la présence du Canada français. Nous ne sommes plus au temps de la colonisation pour agir avec des moyens de fortune. Nous ne sommes plus non plus des mendicants qui revendiquent un peu plus d'encore sur les chiques ou des débris de drapail. Il faut que le soleil canadien éclaire d'une lumière égale tous ceux qui habitent notre pays. Gravelbourg, Saskatchewan, le 23 mai 1963.




Mme Henry Lane

UNION DES ASSURANCES-VIE AU CANADA

W. Lavoy, pionnier de Montmartre, mort subitement à l'âge de 82 ans

Solre-sur-surprise — Le dimanche 26 mai eut lieu à Solre-sur-surprise une trentaine d'amis, à l'occasion du 25^e anniversaire de mariage de M. et Mme. Groux. Le couple fut présenté à Mm. Groux, et M. Emilien Labrèche, qui adresse très appropriément ses vœux à l'anniversaire, ainsi aux jubilaires un cadeau au nom de leurs amis. Tous s'amusaient à des jeux divers et la soirée se termina par un délicieux goûter.

Ya-et-vient
 M. et Mme René Giroux se rendent à St-Norbert, Man. pour assister à la messe de mariage au Noviciat des Pères Oblats. M. et Mme Wilfred Perras ont rendu visite à leurs fils et gendres, M. et Mme Jean Laflamme, St-Boniface, Man.
 Mmes Florence Lévesque et Marie-Ève Gauthier ont visité Trois-Rivières et St-Jean, Qué. pour quelques semaines, chez M. et Mme Jean Laflamme et M. et Mme Orlé Langlois.
 Mmes Maria Toutant de St-Jean, Man. et M. et Mme J. J. Lacombe, de Notre-Dame-de-Lourdes, Man. ainsi que Mlle Rita Perras de Regina, Sask., ont visité St-Jean, Qué. chez M. et Mme Damien Perron, en fin de

René (Mme A. Goulet),
 Edwige (Mme A. Goulet),
 Irène (Mme A. Goulet),
 Léona (Mme J. Goulet),
 Gertrude (Mme A. Goulet),
 Emma (Mme W. Coumont),
 Montmarire, et Violet
 (P. Lessard); de McLen-
 : quatre frères, Harry,
 Sean, Adam, Arthur, et
 Miss Wilfrid, de La
 Californie, et Ernest, de
 Washington; trois sœurs

Régnière, de Marshfield, James G. Pilotte et E. Rodie Richmond, Californie; 18 enfants et 24 arrière-petits.

Le mariage de M. et Mme. de Lamoignon

Le mariage de M. et Mme. de Lamoignon a été célébré par M. l'abbé A.-E. Yvrande, curé. Dans son allocution il félicita les finissants de leurs efforts et les encouragea à continuer dans la voie qu'ils avaient choisie afin d'être les chefs de demain.

Les religieux du couvent de la Visitation de la rue de la Chapelle, qui ont servi le repas, ont offert un déjeuner au sous-secrétaire de l'Etat et à ses collègues. Les dames de la sous-secrétairerie furent présentées aux finissants. En retour, ces derniers ont offert à ces dames un dîner au restaurant de la rue de la Chapelle. Les religieux ont servi un repas au sous-secrétaire de l'Etat et à ses collègues. Les dames de la sous-secrétairerie furent présentées aux finissants. En retour, ces derniers ont offert à ces dames un dîner au restaurant de la rue de la Chapelle.

Bernadette Ban remercia au nom de tous, les religieux pour les conseils reçus durant les années à l'école. Au cours de la messe, le père Abbé, de Canale, principal, adressa la parole aux finissants.

Les Rv. Sr Bernardine présent les diplômes aux finissants: Bernadette Ban, Annette Thermeux, Cec, Yvette Delaye, Julien Fardet, Jeanne Boursas, Béatrice Forand, Marita Dionne, Thérèse...

Laake, Régis, di, Chicago,
Edmonton, Alta, Roland
ville, de Vancouver; plu-
belle-enfants et arrière-
enfants. Trois de ses fils
décédés: Wilfrid, Elphège et
Aimé.

Funérailles eurent lieu en
l'église de Gravelbourg le
22 juin, à 10 h. Le
cercueil fut chanté par
M. A. Bouchard, vicaire,
des RR. PP. D. Comeau et

**Matlin, Yvette, Bourassa, L'Isle-
Bellevue et Blanche-Bintey.**

Va-et-venit

Le 2 juin, M. et Mme Horas
Bourassa et leur famille, accom-
pagnés de M. et Mme Hector Gi-
gnoux ont visité leur sœur, belle-
sœur et tante, la Rev. Sr St-Vi-
ctor, à Marieval.

M. le Dr Kavanagh et sa fa-
mille ont quitté Radville cet
semaine pour s'installer à Saskatoon.

Malades
Mme Bellavance et M. Jérôme Deschambeault sont hospitalisés.

Dr Paul Gélinas
DENTISTE
117 — 2e Rue
WEYBURN, SASK.
Tel.: 842-3154

\$\$\$ Investissez sagement \$\$\$

Detruisez les mauvoais herbes — avec du 2,4-D / Liquide ou MCP / en poussiere

Traitez vos graines — avec un germicide pour graines, liquide ou en poudre, pour le controle des porteurs de maladies et de larve de toupin.

Investissez sagement — Recoltez les benefices

Annoncez votre agent de Federal Grain

pour des produits chimiques de bonne qualité.

FEDERAL GRAIN LIMITED



Prochains départs de New-York pour le Havre:

Départ New-York.	Arrivée Southampton.	Arrivée Le Havre.
27 juin	2 juillet	2 juillet
10 juillet	5 juillet	5 juillet



Prochains départs de New-York pour le Havre:

Départ New-York.	Arrivée Southampton.	Arrivée Le Havre.
27 juin	2 juillet	2 juillet
10 juillet	5 juillet	5 juillet

